

tion l'avait atteint et non légèrement.

Il est fait allusion dans le discours du Trône à la prospérité du pays, ce dont nous nous réjouissons tous.

M. CAMPBELL : Non.

M. CRAIG : L'honorable député de Kent dit "non." J'ignore s'il s'en réjouit ou non, car il est possible qu'il préfère les temps où le blé est à bon marché et où la farine est chère qu'à ceux où le cultivateur peut obtenir un prix raisonnable pour son grain.

L'opposition se réjouit autant que la droite de la prospérité du pays. De 1892 à 1896, il y a eu une crise qui s'est fait sentir, non seulement au Canada, mais dans le monde entier, et je dis sans crainte que, grâce à la politique nationale, le Canada a traversé cette crise plus facilement que tout autre pays.

Je suis prêt à donner au gouvernement le mérite qui lui revient, et une part de mérite lui revient pour la prospérité dont nous jouissons et voici comment : Il a contribué à cette prospérité en ne touchant pas trop à la politique nationale. En agissant ainsi les libéraux ont prouvé qu'ils pensent comme moi que, s'ils avaient mis à exécution leurs promesses de libre-échange, ou que s'ils avaient abaissé le tarif autant qu'on le redoutait, nous ne pourrions pas aujourd'hui nous réjouir de la prospérité du pays. Ils ont eu le bon esprit de comprendre qu'ils ne pouvaient pas tenir leurs promesses ; ils ont eu le bon sens de comprendre qu'il valait mieux violer leurs promesses que de ruiner le pays, et j'espère qu'ils conserveront longtemps ce bon sens, pour qu'il leur permette de bien se convaincre de ce fait.

L'honorable premier ministre, en nous rappelant ce que son gouvernement a fait, a dit qu'il avait réformé le tarif. Il a en réalité fait quelques réformes, mais il n'a pas eu la main heureuse en mentionnant, entre autres choses, l'industrie de la corde et de la ficelle. Il prétend que son gouvernement a aboli les droits sur le fil d'engerbage et que l'an dernier cette industrie était plus florissante qu'en aucun temps auparavant. Elle a été plus prospère pour ceux qui avaient en main un assortiment considérable de matière première, dont le prix a triplé par suite de la guerre dans les Philippines. Ces heureux industriels ont fait de l'argent. Mais ceux qui n'avaient pas de stock en main, n'ont pas été aussi prospères. Je citerai comme exemple que la "Consumers' Cordage Co.", qui n'avait pas en main un assortiment de matière brute, fut obligée, à la suite de l'abolition du droit, de transporter à Montréal l'outillage de sa fabrique de Port-Hope, et de s'amalgamer avec une autre compagnie. Il en est résulté que Port-Hope, dans mon comté, en a souffert considérablement.

Je ne puis pas approuver cet article du programme libéral, car je suis convaincu

que l'entrée en franchise du fil d'engerbage n'a produit aucun bien dans le pays et a causé du tort à mes commettants.

Le discours du Trône fait allusion à l'émigration dont les libéraux parlaient beaucoup autrefois, mais dont ils nous entretenaient rarement à présent.

L'honorable député de Bellechasse (M. Talbot) nous a dit bien naïvement qu'en 1896, il a trouvé un grand nombre de maisons inhabitées parce que la politique nationale avait chassé les gens du pays, et il a ajouté qu'aujourd'hui ces maisons sont occupées de nouveau. Je suis heureux d'apprendre cela, et je suis heureux de constater que nos adversaires considèrent l'exode comme terminé ; mais il ne faut pas oublier que nous avons encore la politique nationale à l'époque où l'honorable député de Bellechasse a trouvé les maisons vides.

Je me réjouis, si l'émigration a cessé, mais je me permettrai de faire remarquer qu'elle était due, en grande partie, aux discours de l'honorable ministre du Commerce (sir Richard Cartwright) et de ses amis qui ne cessait de décrier le pays et de vanter les Etats-Unis lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Je me rappelle avoir déjà dit que, si j'eusse été un jeune homme désirant venir en Amérique, après avoir lu les discours de sir Richard Cartwright, je ne serais pas venu au Canada, dans ce pays qu'il représentait sous des couleurs si sombres, mais que je serais allé m'établir aux Etats-Unis, qu'il décrivait ne termes si enthousiastes.

Un mot maintenant des négociations de Washington. Nous devons féliciter l'honorable chef de l'opposition de sa conduite en cette circonstance, car il nous a dit qu'il avait l'intention d'entreprendre une campagne dans les provinces maritimes, mais qu'il l'a remise à plus tard pour ne pas nuire aux négociations.

Le ministre du Commerce nous a dit que la plus grande difficulté dans cette affaire était le Sénat américain, dont une majorité des deux tiers est nécessaire pour ratifier un traité. Personne ne cherche à nier l'existence de cette difficulté. Mais je lui demanderai, ainsi qu'à ses amis, si la même difficulté n'existait pas du temps que les conservateurs étaient au pouvoir, et si la constitution du Sénat américain n'était pas la même qu'aujourd'hui. Cela ne les a pas empêchés de dire : Les conservateurs ne réussirent pas à négocier un traité avec les Etats-Unis, parce qu'ils se sont aliéné l'amitié du peuple américain ; nous, les libéraux, sommes en excellents termes avec cette nation, mettez-nous au pouvoir, et nous obtiendrons facilement un traité. Après cela, les honorables commissaires n'ont-ils pas quelque peu raison d'avoir honte de leur peu de succès ?

J'ai été surpris d'entendre l'honorable premier ministre dire que le Canada aujourd'hui, n'a pas besoin de réciprocité. Cette déclaration m'a plus que surpris. Depuis